

## L. 7332-5

LOI n°2014-856 du 31 juillet 2014 - art. 48

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La coopérative d'activité et d'emploi est responsable des engagements pris vis-à-vis des tiers dans le cadre de l'activité économique développée par l'entrepreneur salarié associé.

## L. 7332-6

LOI n°2014-856 du 31 juillet 2014 - art. 48

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le conseil de prud'hommes est seul compétent pour connaître des litiges relatifs au contrat mentionné au 2° de l'article **L. 7331-2**.

Toute clause attributive de juridiction incluse dans un contrat conclu entre un entrepreneur salarié associé et une coopérative d'activité et d'emploi dont il est l'associé est nulle.

## L. 7332-7

LOI n°2014-856 du 31 juillet 2014 - art. 48

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le présent titre s'applique aux entrepreneurs salariés régis par les articles **L. 7331-2** et **L. 7331-3** qui ne sont pas encore associés de la coopérative d'activité et d'emploi.

[service-public.fr](http://service-public.fr)

> Tester votre activité : incubateur, couveuse, portage salarial, coopérative, pépinière : Coopératives d'activité et d'emploi

# Titre IV : Travailleurs utilisant une plateforme de mise en relation par voie électronique

## Chapitre Ier : Champ d'application

## L. 7341-1

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 60

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le présent titre est applicable aux travailleurs indépendants recourant, pour l'exercice de leur activité professionnelle, à une ou plusieurs plateformes de mise en relation par voie électronique définies à l'article **242 bis du code général des impôts**.

## Chapitre II : Responsabilité sociale des plateformes

### Section 1 : Dispositions communes

## L. 7342-1

LOI n°2019-1428 du 24 décembre 2019 - art. 44

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque la plateforme détermine les caractéristiques de la prestation de service fournie ou du bien vendu et fixe son prix, elle a, à l'égard des travailleurs concernés, une responsabilité sociale qui s'exerce dans les conditions prévues au présent chapitre.